(Mai 1964)

VIVE CUBA

Impressions de Cuba

ERNEST MANDEL,
le rédacteur en chef de « LA GAUCHE » belgique

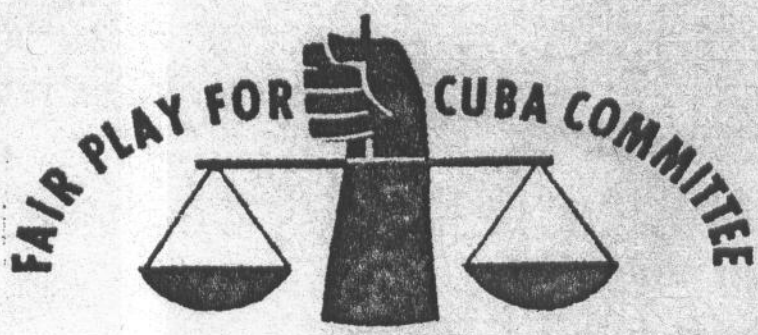
LA GAUCHE

organe de combat socialiste

1 an : 250 francs [1] mai 1964

rédaction-administration
54, rue Molenstraat, Bruxelles

rédacteur en chef : Ernest Mandel



amis du peuple cubain

Montreal box 36 outremont que

Toronto box 923adelaide st p.o.

Vancouver box 2578

Cuba en marche vers le Socialisme

ERNEST MANDEL

Une révolution qui a transformé les casernes en écoles ; qui a donné les maisons de luxe des bourgeois aux enfants boursiers du gouvernement ; qui a emmené un million d'adolescents et d'adultes à l'étude ; une révolution qui a supprimé radicalement l'inégalité et la ségrégation raciale, qui a réussi le miracle d'éliminer en trois ans, le chômage et le sous-emploi à la campagne, plaie notoire de toutes les économies sous-développées ; une révolution dont les ministres font la garde devant les bâtiments publics, à leur tour de rôle, comme simple miliciens ; une révolution qui a supprimé à l'armée — qui s'appelle d'ailleurs l'Armée Rebelle! — tous les grades supérieurs à celui de comman-

dant (la seule armée au monde qui ne compte dans ses rangs ni colonels, ni généraux, ni maréchaux); une révolution qui, même suivant le témoignage de ses adversaires aux Etats-Unis, a assuré pour la première fois que tous les enfants mangent à leur faim et aillent à l'école : quel socialiste qui a le cœur accroché au bon endroit pourrait ne pas s'enthousiasmer devant pareille révolution ?

Nous l'avions senti depuis lontemps, d'après les textes et les images qui nous parvenaient de là-bas : la révolution socialiste cubaine constitue aujourd'hui dans le monde le bastion le plus avancé de l'Emancipation du Travail et de l'Homme. Après avoir parcouru Cuba dans tous les sens, pendant sept semaines, cette impression se précise et se confirme davantage : nulle part on ne touche mieux du doigt qu'à Cuba les possibilités immenses de transformation sociale radicale, de libération humaine, que le socialisme peut ouvrir au genre humain.

UN PAYS SOUS-DEVELOPPE EN MARCHE VERS LE SOCIALISME

Le problème le plus angoissant de notre époque est celui du sous-développement économique. Selon d'innombrables rapports d'organismes internationaux, chaque année, chaque mois, chaque jour, l'écart entre les pays industrialisés et les pays sous-développés se creuse davantage. Les premiers deviennent de plus en plus riches, les seconds de plus en plus pauvres. Ce gouffre de misère croissante n'engloutit pas quelques peuplades vivant aux confins du monde civilisé : ce sont les deux tiers des habitants du globe qu'il faut placer dans cette catégorie.

Or Cuba démontre — après la Chine, il est vrai, mais de manière infiniment plus frappante et plus visible — que ce sous-développement n'est dû à aucune fatalité géographique, ethnique, raciale ou économique ; que grâce à une révolution sociale, un pays peut s'arracher au sous-développement économique en l'espace de quelques années et entamer une ascension rapide ; et que même avant que des succès économiques décisifs n'aient été obtenus, le mode de vie de la masse de la population peut être radicalement modifié, grâce à un bouleversement dans l'emploi des ressources existantes.

L'exemple cubain ne vaut pas seulement pour Cuba ; il vaut pour toute l'Amérique latine et, dans certaines limites, pour l'ensemble du Tiers-Monde. Les Cubains en sont conscients. Ils le proclament fièrement, quoi que cela leur en coûte (et cela leur coûte cher, car c'est sans doute là qu'il faut chercher la raison principale de l'hostilité farouche que le gouvernement des Etats-Unis continue à afficher à leur égard). Sur la Place de la Révolution, il y a en permanence une énorme inscription : Vive la révolution latino-américaine ! Le Ministère des Affaires Etrangères est décoré sur toute la largeur de sa façade d'une banderole qui proclame : Vivent les travailleurs de tous les pays ! On ne peut pas parler avec un dirigeant, avec un simple militant de cette révolution, sans s'apercevoir à quel point leur destin semble s'identifier avec celui de la révolution sur tout le continent américain.

Evidemment, la situation de Cuba fut, dès le départ, une situation particulière. En 1958, ce pays avait un des revenus par tête d'habitant les moins bas de toute l'Amérique latine (sans doute venait-il en troisième lieu, immédiatement derrière l'Argentine et l'Uruguay). Aujourd'hui, on peut l'estimer comme oscillant entre 400 et 500 dollars par an, c'est-à-dire entre 20 et 25.000 F belges, alors que dans les pays les plus pauvres du monde, le revenu annuel par tête d'habitant ne dépasse guère 2.500 F.

Cependant, à y regarder de plus près, cette particularité ne fut pas aussi importante que les chiffres cités le laisseraient supposer. Si le revenu moyen fut plus élevé à Cuba que dans la plupart des pays d'Amérique latine, il fut aussi plus inégalement réparti. Il suffit de comparer le magnifique quartier de la Cinquième Avenue à Marianao, le faubourg « huppé » de La Havane, aux misérables taudis des faubourgs ouvriers de Santiago, — que la Révolution a presque entièrement éliminés depuis lors ! — pour se rendre compte du fait qu'une minorité de 10 % de privilégiés ou de semi-privilégiés s'appropriait une grande partie de ce revenu national plus élevé.

En outre, ce revenu plus élevé fut en grande partie le résultat de l'intégration particulière de l'économie cubaine dans l'économie des Etats-Unis, intégration qui fut en fait une subordination totale. C'est dire qu'il avait un caractère paradoxal, qu'il

était un obstacle à toute amélioration nouvelle de la situation, à toute rupture décidée avec le sous-développement, à toute industrialisation diversifiée, mais que cette rupture risquait à son tour de se traduire d'abord par une chute plutôt que par un relèvement du revenu moyen.

Aux risques économiques immédiats de la révolution sociale s'est ajouté ensuite le fardeau des représailles américaines : blocus économique total (qui fait que le manque de **pièces détachées** pour machines et matériel de transport américains constitue un des problèmes les plus graves de l'économie cubaine), et agression militaire dont découle la nécessité d'un effort militaire constant à Cuba, qui coûte cher au pays.

Finalement, il faut tenir compte de l'aide des pays du camp soviétique et de la Chine, qui a réussi sans aucun doute à neutraliser en partie les effets de ce blocus, mais dont il est très difficile de chiffrer l'incidence réelle sur l'**économie** cubaine, étant donné le fait qu'elle est en partie aide militaire, et qu'elle est pratiquée en partie à des prix et pour des qualités qui rendent malaisée la comparaison avec la situation d'avant la révolution.

UNE VERITABLE REVOLUTION SOCIALE

Tout cela fait qu'il est fort difficile de faire le bilan des avantages et des désavantages économiques qui découlent pour Cuba de sa situation particulière, et qu'en gros, son exemple reste fort valable pour le Tiers-Monde. Et le sens de cet exemple peut êtrae résumé dans cette formule : priorité absolue à la solution des problèmes sociaux, en vue d'utiliser la mobilisation des masses dans l'assaut contre le sous-développement !

La révolution sociale ne peut résider principalement dans les textes ou les formules juridiques. Elle doit se traduire par un bouleversement spectaculaire, qui balaye les injustices sociales les plus criantes, qui amène vers le sommet de la société les classes et couches sociales qui avaient été les plus opprimées. Faisant cela, elle acquiert la confiance, le dévouement, l'adhésion totale de millions d'êtres humains, qui seront prêts à lui donner leur enthousiasme, leur travail et leur vie.

C'est en cela que consiste la grandeur de la révolution cubaine, symbolisée par le **becado**, le bour-

sier. Fidel a amené dans les maisons les plus luxueuses de La Havane 80.000 fils et filles de paysans pauvres de province (comme, sur un autre plan, il a donné aux servantes des bourgeois émigrés les voitures de leurs anciens patrons, pour qu'elles puissent maintenant gagner leur vie comme chauffeurs de taxi !); il a intégré les ouvriers agricoles saisonniers, qui jadis vivaient toute l'année du salaire de la seule saison des récoltes, dans des **fermes du peuple,** où ils touchent un salaire pendant douze mois. Et le résultat de cette révolution est tangible : la consommation de viande, la consommation de textiles, ont **doublé** par comparaison avec 1958. Or, dans les villes, incontestablement, il y a rationnement et baisse relative de la consommation : on peut s'imaginer aisément, dans ces conditions, combien cette consommation a augmenté à la campagne.

La révolution a radicalement modifié l'habitat, l'habillement, l'alimentation, les soins médicaux, l'enseignement, les loisirs, de la majorité de la nation cubaine : les travailleurs agricoles et paysans pauvres. Elle a ainsi créé un potentiel énorme, dont l'effet a d'abord été visible sur le plan politique et militaire : les milices, l'Armée Rebelle, la foule d'un million de personnes réunies en Assemblée Générale du Peuple Cubain pour acclamer et approuver les Ie et IIe Déclarations de La Havane, ce fut avant tout cette masse de déshérités devenus les maîtres du pays.

Aujourd'hui, il s'agit de puiser dans ce même potentiel les atouts principaux pour progresser par bonds dans le domaine économique.

II. — LES PROBLEMES ECONOMIQUES

L'industrie cubaine est en croissance rapide. Par rapport à la situation d'avant la révolution, l'accroissement annuel de la production industrielle dépasse largement les 10 % et se situe sans doute plus près de 15 que de 10 % — à condition de ne pas tenir compte de l'industrie du sucre.

Pour l'année 1963 le taux d'accroissement par rapport à 1961 est de 27 %, et il est plus élevé en industrie légère (30 %) qu'en industrie lourde (21 %). En 1961, on estimait l'augmentation de la production industrielle (toujours abstraction faite de l'industrie du sucre) à 30 % par rapport à 1959.

Certaines branches industrielles ont été créées à partir du néant, ou développées à partir d'éléments embryonnaires. Des branches comme la construction navale, la fabrication d'équipement agricole, d'équipement électrique et les dérivés du cuir, ont connu le développement le plus spectaculaire. L'industrie textile elle-même a doublé sa production par rapport à la situation d'avant la révolution, mais ce développement est dû à l'existence d'une grande capacité non employée avant la révolution.

L'industrie cubaine a dû entreprendre un immense effort technique pour substituer une production nationale à l'importation des Etats-Unis de certains éléments-clé pour l'économie du pays : ainsi les pièces détachées pour machines de l'industrie sucrière commencent à être fabriquées dans le pays. Un effort du même genre s'impose sur le plan technique. Les Américains avaient créé à Moa l'usine de nickel la plus moderne du monde ; elle fut sur le point de commencer la production lorsqu'éclata la révolution. Les techniciens américains s'en allèrent, emmenant tous les plans de mise en train de l'entreprise. Aujourd'hui, celle-ci fonctionne néanmoins.

Evidemment, un assez grand nombre de techniciens étrangers — surtout venus des pays dits du « camp socialiste » — ont dû remplacer les techniciens qui ont quitté le pays. Mais le gouvernement cherche à leur substituer aussi vite que possible des techniciens cubains. C'est pourquoi il a proclamé la **révolution technique,** qui a transformé les usines cubaines en une vaste école. La formation accélérée de techniciens cubains, notamment par la méthode de l'apprentissage à mi-temps dans des écoles rattachées aux entreprises, ou dans des instituts spéciaux créés à cette fin entraîne des dizaines de milliers de travailleurs jeunes et adultes. Lorsque la moisson de ce formidable effort d'éducation sera mûre, la productivité du travail industriel fera un saut en avant.

DANS LE DOMAINE AGRICOLE LES DIFFICULTES

La situation dans l'agriculture est moins brillante, — et elle a des incidences sur la production industrielle dans la mesure où l'industrie sucrière reste évidemment la branche industrielle-clé du pays. C'est pourquoi toutes les données précédentes s'appliquent essentiellement à l'industrie moins la branche sucrière.

Mais lorsqu'on parle des difficultés de l'agriculture cubaine, il est nécessaire de bien circonscrire le sujet : les difficultés **économiques** y sont en grande partie fonction de la **solution des problèmes sociaux.** Deux exemples illustreront cette affirmation. Actuellement, il y a une forte pénurie de main-d'œuvre pour travailler dans la **zafra,** la récolte de la canne-à-sucre ; celle-ci s'effectue en grande partie à l'aide de travail volontaire, par des ouvriers, des employés et des fonctionnaires mobilisés dans d'autres industries ou dans l'administration publique. L'origine de cette difficulté, c'est précisément la **suppression du sous-emploi à la campagne.** Jadis, la **zafra** fut réalisée en grande partie par des travailleurs saisonniers qui n'avaient pas d'autre emploi. Dans la mesure où le chômage et le sous-emploi ont disparu, les ouvriers agricoles ne s'empressent pas d'effectuer le travail le plus lourd ; et couper la canne à sucre en plein soleil est certainement un travail épuisant...

Autre exemple : l'agriculture n'est pas rentable ; mais à l'origine de ses pertes se trouve évidemment le fait que la masse de la main-d'œuvre à la campagne est maintenant payée douze mois par an dans les fermes du peuple, au lieu de ne toucher qu'un salaire sûr pendant trois ou quatre mois, comme ce fut le cas avant la révolution. Comme la production n'a pas augmenté dans la même proportion que les frais salariaux, il y a des pertes importantes...

A côté de ces difficultés structurelles, conséquences inévitables du progrès social réalisé par la révolution, il y a des difficultés dues à des erreurs commises dans le domaine agricole. Ces erreurs sont de deux sortes : erreurs d'orientation et erreurs d'organisation.

Au lendemain de la victoire révolutionnaire, tous les dirigeants étaient convaincus de la nécessité de libérer Cuba du fardeau de la **monoculture,**

avec sa double conséquence de **dépendance étroite** des Etats-Unis et d'**instabilité économique permanente.** Mais il y a deux moyens de se libérer de la monoculture : ou bien développer d'autres cultures à côté de la culture de la canne-à-sucre ; ou bien substituer ces cultures à la canne. En partie on a choisi la deuxième voie, et elle fut évidemment erronée. Elle le fut d'autant plus que la hausse du prix du sucre sur le marché mondial crée la possibilité de rassembler un important fonds d'accumulation pour le pays grâce à d'importantes exportations de sucre. L'idée correcte de développer toute une industrie chimique à partir du sucre implique également l'augmentation et non la réduction de la production sucrière.

En outre, la nouvelle organisation de l'agriculture cubaine s'est avérée trop rigide, trop bureaucratique, trop mal dirigée, ce qui a entraîné de mauvais résultats · des récoltes pourrissaient par manque de main-d'œuvre, alors que dans une ferme voisine la main-d'œuvre n'était pas occupée productivement à temps plein ; les travailleurs furent tant de fois appelés à effectuer des travaux épuisants qui s'avérèrent inutiles ou sans lendemain, que leur enthousiasme baissa et qu'ils se montrèrent indifférents à l'égard de la production.

ASSOCIER LES TRAVAILLEURS A LA DIRECTION DES ENTREPRISES

Ces erreurs sont maintenant en voie d'être redressées. La direction agricole est restructurée sur la base de quelque 80 districts **(agrupaciones)** au sein desquels un emploi plus rationnel de la main-d'œuvre sera possible et qui seront dotés d'une direction plus efficace. Les travailleurs seront également intéressés à la bonne marche de la production, car une partie des bénéfices, excédants ceux du plan, réalisés dans chaque district (ou dans chaque ferme) pourront être répartis parmi eux.

En même temps, Fidel lui-même a donné un vigoureux coup de barre pour que la culture de la

canne soit étendue et non pas réduite. Le but, d'arriver à 10 millions de tonnes de sucre en 1970, notamment grâce à une mécanisation assez générale de cette culture. En même temps, on poursuivra l'extension, de l'élevage et de cultures nouvelles (comme le coton) qui est en marche, et on devra veiller à ce qu'il n'y ait pas de chute de la production du café, des légumes et des fruits, importants pour l'alimentation courante du peuple. La culture du tabac, quant à elle, se porte bien.

Le problème fondamental posé par la mésaventure agricole, c'est au fond celui de l'association des producteurs, des travailleurs, à la direction et à l'essor conscients de l'économie. Ce sont surtout les dirigeants de l'industrie qui ont compris que la conscience socialiste constitue le moteur essentiel des progrès de la production, au lendemain de la révolution. C'est pourquoi ils accordent tant d'importance au problème de l'éducation, et en espèrent également qu'il sera nécessaire d'associer dans les entreprises, les travailleurs directement à la gestion. Cette question sera sans doute résolue dans un proche avenir, mais la solution réclame une réforme radicale des syndicats, le prestige de ceux-ci ayant fort baissé aux yeux des travailleurs, et beaucoup de dirigeants n'étant ni compétents ni représentatifs.

La bataille pour la rentabilité de l'agriculture, c'est la bataille pour une progression plus rapide du revenu national cubain. Aujourd'hui, paradoxalement, c'est l'industrie qui finance le déficit de l'agriculture ; demain, il faudra que l'agriculture finance une croissance plus rapide de l'industrie et du niveau de vie de la population ouvrière. En même temps, le déficit de la balance des payements devra être épongé rapidement. Actuellement, il est couvert par l'aide soviétique ; mais il s'agit là d'une situation malsaine qui sera sans doute surmontée dans quelques années.

III. — DE NOUVELLES MENACES D'AGRESSION PESENT SUR CUBA

Depuis la défaite du mouvement des masses au Brésil — défaite temporaire, sans doute, mais non

moins lourde de conséquences immédiates — la situation internationale de Cuba s'est rapidement aggravée. Lors de son discours pour commémorer le 3e anniversaire de la bataille de Playa Giron, le 19 avril, Fidel Castro a solennellement attiré l'attention du peuple cubain et de l'opinion internationale sur ces nouvelles menaces d'agression qui pèsent sur Cuba. Nous ne croyons pas que le mouvement ouvrier international a réellement pris conscience de ce danger. Aussi est-il nécessaire de rappeler les données essentielles du problème.

Depuis la consolidation de la révolution socialiste à Cuba, c'est-à-dire depuis la défaite contre-révolutionnaire à Playa Giron, l'impérialisme américain poursuit avec obstination le but immédiat d'isoler Cuba en Amérique latine. A cette fin, il a systématiquement contribué au renversement de tous les gouvernements bourgeois « libéraux », « coupables » de maintenir des relations cordiales avec la révolution cubaine : ce fut le sort de Frondizi ; ce fut le sort du président de l'Equateur ; ce fut le sort du président Bosch en République dominicaine. Cette politique anticubaine a rapidement transformé en farce les buts de « l'Alliance pour le Progrès », à savoir la mise en place de gouvernements « réformistes » seuls capables, d'après Kennedy, d'éviter des révolutions. Le cas le plus éclatant fut celui du Vénézuela, où la lutte contre le « castrisme » transforma le régime Betancourt d'un régime « réformiste » en une dictature ultra-réactionnaire.

Au mois de mars dernier, lors d'une réunion à Washington de tous les ambassadeurs américains en Amérique latine, le nouveau sous-secrétaire d'Etat Thomas Mann enterra officiellement le cadavre de « l'Alliance pour le Progrès » ; il proclama que dorénavant, Washington ne fera plus de différence entre des gouvernements « constitutionnels » et des gouvernements dictatoriaux (pourvu qu'ils soient anticubains). Ce fut le feu vert pour le coup d'Etat militaire au Brésil, qui éclata quelques jours plus tard, balayant le président constitutionnel Goulart qui voulut introduire les réformes réclamées par feu « l'Alliance pour le Progrès » « afin d'arrêter les vagues montantes du communisme ».

DU BLOCUS ET DE L'ISOLEMENT DE CUBA...

Le Brésil rompra les relations diplomatiques avec Cuba, sans doute suivi par l'Uruguay et la Bolivie. Washington a pris soin d'avoir au Mexique un nouveau candidat ultra-réactionnaire à la présidence de la République, qui sera sans doute férocément anticubain. Restera le Chili, où tout dépend du résultat des prochaines élections. Mais les effets de la victoire réactionnaire au Brésil y limitent fortement les chances d'une victoire légale du candidat socialiste Allende, surtout si le Front socialiste-communiste continue de « faire confiance » à la « fidélité de l'armée envers la Constitution »...

Le blocus de Cuba a échoué, il est vrai. Mais l'isolement diplomatique de la révolution cubaine sur le continent latino-américain aura de multiples effets nuisibles pour la révolution. Surtout il risque d'être le prélude d'interventions contre-révolutionnaires ouvertes.

Déjà le Vénézuela a déposé devant l'Organisation des Etats Américains une motion condamnant Cuba comme « agresseur » et réclamant l'application de toutes sortes de sanctions, y compris de « sanctions militaires », en cas d'une nouvelle « agression ». Actuellement, le gouvernement de ce pays s'efforce de rassembler les voix nécessaires à l'adoption de cette motion à la prochaine séance de l'O. E. A. Au cas où cette motion est effectivement adoptée, les gouvernements réactionnaires d'Amérique latine pourraient bien constituer une **task force** dans la Mer des Caraïbes, essayer d'isoler commercialement l'île, commencer des attaques de harcèlement et de diversion contre le territoire cubain pour appuyer d'éventuelles tentatives de débarquement contre-révolutionnaires, voire organiser des provocations (des bombardements de bases contre-révolutionnaires au Nicaragua ou en République dominicaine, camouflés comme ayant été effectués par des avions cubains), en vue de déclencher contre Cuba des opérations militaires de plus grande envergure.

Ces attaques de harcèlement placeraient le gouvernement cubain en situation fort délicate. Ou bien il riposte, et dans ce cas l'occasion est offerte à la réaction pour « châtier l'agresseur »

Ou bien il ne riposte pas, et alors il doit assister passif à la destruction systématique d'usines, à l'incendie de récoltes, à l'assassinat de miliciens, passivité qui pourrait finalement (c'est du moins l'espoir des adversaires de Fidel) provoquer la lassitude voire la démoralisation dans les rangs de la révolution.

... A LA MENACE D'UNE INTERVENTION AMERICAINE

Ces projets contre-révolutionnaires axés sur les régimes réactionnaires d'Amérique latine s'imbriquent dans les projets axés sur les contre-révolutionnaires cubains et sur les Etats-Unis eux-mêmes.

Ainsi que Fidel l'a dénoncé dans son discours du 19 avril ; que le gouvernement cubain l'a dénoncé dans une lettre aux Nations Unies et le dénoncera sans doute demain dans une plainte devant la Cour Internationale de La Haye, le gouvernement des Etats-Unis poursuit sans relâche, depuis la crise d'octobre 1962, ses survols quotidiens du territoire cubain, à l'aide d'avions du type U-2 ou d'un type plus moderne.

Ces survols sont parfaitement illégaux. L'affirmation selon laquelle ils sont « indispensables à la sécurité des Etats-Unis » ne tiennent pas debout ; on sait que les fusées qui restent à Cuba sont toutes de nature défensive. On sait aussi que ce n'est pas Cuba qui « menace » de bombarder les Etats-Unis, mais que ce sont les Etats-Unis qui menacent réellement et ouvernement d'attaquer Cuba. En outre, d'importants documents internationaux, admis par le gouvernement américain, dénoncent précisément l'illégalité de violations de la souveraineté de petites nations, sous prétexte que cette violation est « indispensable à la sécurité » d'un grand voisin. Cuba n'aurait-elle pas beaucoup plus de droits, à ce propos, de survoler le territoire des Etats-Unis pour assurer sa sécurité à elle ?

La politique américaine à l'égard de Cuba est exclusivement fondée sur le droit du plus fort. Cette attitude cynique, qui fait fi du droit international, constitue une provocation permanente envers

Cuba ; la révolution cubaine est décidée à ne pas tolérer indéfiniment ces provocations. Elle est obligée d'agir dans ce sens, surtout dans la mesure où ces survols du territoire cubain servent de sources d'information à des entreprises militaires ouvertement préparées par les contre révolutionnaires à partir du territoire des Etats-Unis (Puerto Rico !) ou de territoires de gouvernements alliés aux Etats-Unis.

Mais toute riposte cubaine dans ce domaine risque de déclencher une réaction furieuse du Pentagone qui, sans prendre la forme ouverte d'une invasion — afin d'éviter une intervention soviétique — pourrait être non moins sanglante et lourde de conséquences : certains milieux américains jouent avec l'idée de lancer 500 bombardiers USAF contre les bases et les villes de Cuba...

Le peuple cubain est prêt à supporter seul le choc de pareilles agressions. Il est prê à donner sa vie pour défendre sa révolution. Mais c'est un devoir pour le mouvement ouvrier international de briser toute tentative d'isolement de la révolution cubaine !

La lutte entre Washington et La Havane n'est pas une lutte pour ou contre la « démocratie représentative » ; celui qui pourrait encore en douter, devrait au moins tirer les conclusions des événements du Brésil ! C'est une lutte entre le **statu quo** économique et social, qui implique un demi-esclavage de millions d'habitants de la campagne, qui implique une misère atroce dans des taudis à côté du gaspillage éhonté de richesses par des milliardaires dans des palais de mille-et-une-nuit, et une révolution sociale qui porte en elle tout l'espoir de bonheur et de progrès des plus opprimés parmi les opprimés, des millions d'affamés, des Noirs sans droits, des Indiens bafoués depuis quatre siècles. Dans cette lutte, le devoir de tout socialiste, de tout homme épris de progrès, c'est de prendre partie sans hésitations en faveur de la révolution socialiste cubaine, c'est de défendre cette révolution contre toute intervention étrangère, c'est de manifester à l'égard de cette révolution la même solidarité que nous avions tous manifestés à l'égard du peuple espagnol pendant la guerre civile.

the real cuba

AS THREE CANADIANS SAW IT 35 cents

John Riddell
Student, CUCND.

Michel Chartrand
Parti Socialiste du
Quebec

Vernel Olson
Chairman Fair Play
for Cuba Committee